

Bulletin d'information de la Ctrip, n° 17, 3 mars 2009

Table des matières

« Nos relations doivent être plus symétriques »	2
Les raisons du «non» tessinois à l'Europe	4
« La Confédération doit prendre le malaise tessinois au sérieux »	6
L'europhobie tessinoise.....	8
L'afflux inattendu d'Européens fait croître la population à grands pas	9
Sommet européen informel : les règles de libre-circulation doivent être claires	10

« Nos relations doivent être plus symétriques »

13 février 2009

Le vice-premier ministre tchèque Alexandr Vondra revient sur le «oui» suisse à l'occasion d'une séance de dialogue fiscal à Bruxelles.

Les écueils bilatéraux n'ont pas disparu avec la victoire du «oui» à la libre circulation. Dès aujourd'hui autour d'un déjeuner à Bruxelles, la nouvelle séance de dialogue entre la Suisse et l'UE sur la fiscalité cantonale des entreprises devrait le démontrer. Présentées par Hans-Rudolf Merz le 15 décembre, lors de la visite d'une délégation du Conseil fédéral à Bruxelles, les propositions suisses de supprimer, entre autres, les sociétés «boîtes aux lettres» sont insuffisantes pour la Commission européenne. Laquelle, comme nous le confirme le vice-premier ministre tchèque Alexandr Vondra – dont le pays assume la présidence de l'UE – peut compter sur le soutien des vingt-sept Etats membres.

Le Temps: A peine la Suisse a-t-elle dit «oui» que le contentieux fiscal resurgit. Un mauvais signe pour 2009?

Alexandr Vondra: C'est clair: la fiscalité est cette année en tête de l'agenda communautaire. Comment pourrait-il en être autrement d'ailleurs, alors que la crise financière internationale pèse lourd dans les dépenses publiques, obligeant chaque Etat membre à redoubler d'efforts pour récolter les impôts? La lutte contre les paradis fiscaux et les problèmes posés par le secret bancaire sont devenus, pour l'UE, politiquement prioritaires. La pression sur la Suisse va donc s'accroître. Sans aucun doute.

Les Suisses, pourtant, pourraient espérer plus de compréhension. Ils viennent tout de même de voter «oui» à plus de 59%...

Et c'est une excellente nouvelle! Je suis vraiment reconnaissant au peuple suisse d'avoir approuvé l'extension de la libre circulation. Nous avons pu mesurer, comme pays président l'UE, combien un «non» aurait été mal interprété dans beaucoup de capitales. Les problèmes auraient été sérieux, et sûrement pas limités à la remise en cause des accords bilatéraux menacés par la clause «guillotine». L'intégration de la Suisse à l'espace Schengen, nos relations commerciales, le climat politique auraient été affectés. Mais cette page est tournée. La question est maintenant celle de l'approfondissement de nos relations. Si la Suisse le désire.

Du côté européen, beaucoup critiquent le bilatéralisme. Ce modèle est-il tenable sur le long terme?

Hmmm (soupirs). Ecoutez: ce système n'est pas à sens unique. Il donne aussi aux ressortissants de l'UE la possibilité de circuler et de s'installer librement dans votre pays. On n'est pas là face à un système unilatéral, dont la Confédération serait la seule à profiter. Mais en même temps, nous devons poser la question. La Suisse est au cœur de l'Europe, son avenir est en Europe. Est-il souhaitable, pour elle comme pour l'Union, qu'elle reste en dehors? Je peux juste vous dire que les bras de l'UE restent grands ouverts. Avec une exigence nouvelle: que nos relations soient le plus symétriques possible. C'est indispensable. Des progrès doivent être faits, en parallèle, sur les dossiers clés pour les deux parties.

La présidence tchèque organise, le 1er mars, un sommet européen informel sur la crise économique. Pourquoi ne pas convier la Suisse ou la Norvège?

Cette rencontre du 1er mars a un objectif: préparer le sommet européen des 19 et 20 mars et le sommet du G20 à Londres, le 2 avril. Cela ne veut pas dire que nous ne regardons pas ce que font nos voisins, ou que nous ne nous concertons pas. Mais l'important est d'abord

de se retrouver à vingt-sept pour bien se redire ensemble les règles et résister aux tentations protectionnistes actuelles. Nous ne déciderons rien. Nous débattons. Nous avons un marché unique européen. Il est au cœur de notre projet politique. Et nous devons le défendre par tous les moyens. La Commission, qui est le gardien des traités, doit aussi être vigilante. La nécessité de la relance justifie de transgresser temporairement les règles. Pas de les abandonner.

Richard Werly

<http://www.letemps.ch/Page/Uuid/1b952102-f94e-11dd-a642-3b47bd21143d%7C1>

Les raisons du «non» tessinois à l'Europe

14 février 2009

Disons que l'euroscpticisme de la Suisse italienne s'est encore confirmé à l'occasion du vote sur l'extension de la libre circulation des personnes à la Roumanie et à la Bulgarie. Un repli qui a de profondes racines.

La classe politique de ce canton est unanime: Berne doit prendre au sérieux cette énième expression du rejet de l'Europe. Mais il faut le faire en cherchant à comprendre les raisons profondes de cette opposition.

Pendant longtemps, ce canton a pu vivre d'une situation de rente, très exposé au flux quotidien des frontaliers, à l'abri de la puissante économie lombarde, pénalisé par le manque de réciprocité de la libre circulation des personnes et peu habitué à une véritable concurrence.

Le poids de la réalité italienne

Ce manque de réciprocité sur le marché du travail est un problème qui n'a pas échappé à la Confédération. Le Département fédéral de l'économie sait parfaitement qu'un Tessinois qui désire travailler en Italie doit affronter une montagne d'obstacles et tracasseries bureaucratiques, alors que, pour l'Italien qui vient en Suisse, le parcours est plus facile et plus rapide.

Mais ce manque de réciprocité est-il la seule raison de ce blocage? En fait, le «non» tessinois a des origines plus profondes. «Les raisons sont diverses et ne peuvent être expliquées par le seul manque de réciprocité, explique Luca Albertoni, directeur de la Chambre de commerce tessinoise. Je crois qu'il y a surtout une grande peur, en partie justifiée et compréhensible.»

«Il faut aussi reconnaître, poursuit-il, que la réalité économique italienne est très agressive et le cadre institutionnel très instable et nerveux. Ceci ajouté à un apparent manque de respect des règles du côté italien et une insécurité diffuse, nous placent face à un mélange explosif. Et nous devons en tenir compte.»

Mais comment se fait-il que les Tessinois n'écoutent pas la voix de l'économie, qui est quotidiennement sur le terrain? «C'est une bonne question, répond M. Albertoni, parce que, objectivement, il n'y a aucune raison économique pour justifier un rejet aussi massif. Une chose est certaine: au Tessin, le discours sur l'intérêt national ne passe pas, parce qu'on considère ici que les bilatérales servent les seuls intérêts des grandes entreprises et des multinationales.»

Le défi de la compétition globale

Cette relation orageuse de la Suisse italienne avec l'Europe a fait l'objet d'une étude («L'Europe vue du Tessin») du politologue Oscar Mazzoleni, directeur de l'Observatoire de la vie politique et professeur de sciences politiques aux Universités de Genève et Lausanne. Pourquoi l'Europe fait-elle toujours peur?

«Dans les années 70, le Tessin votait plutôt comme la Suisse romande sur les thèmes de politique extérieure. Mais un virage s'est opéré dans les années 90. Depuis le vote négatif sur l'Espace économique européen en 1992, la majorité des Tessinois a systématiquement rejeté tout rapprochement avec l'Europe», répond M. Mazzoleni.

«L'intégration européenne, poursuit le politologue, fait ressurgir de vieilles peurs sous une nouvelle forme. Plus que le plombier polonais, le thème de l'ouverture des frontières et de la

circulation des personnes est vu comme synonyme de perte de statut économique, comme une insécurité face aux défis de la compétition globale, mais aussi transfrontalière.»

Et pourtant, d'autres régions frontalières, comme Genève, Neuchâtel ou le Jura, votent de manière très différente. Alors comment expliquer le phénomène tessinois? Oscar Mazzoleni en propose une lecture très intéressante, qui illustre bien la réalité.

«Ce canton est le seul en Suisse qui, historiquement, présente trois particularités: linguistique, en tant que seul canton italophone; géopolitique, en tant que canton subalpin, avec des moyens de communication et de transport qui ne facilitent pas les relations avec le reste du pays; économique, en tant que canton qui, il y a quelques décennies encore, vivait dans l'indigence et qui, aujourd'hui encore, a une économie en partie fragile et très dépendante de la conjoncture.»

Là-dessus, le politologue fait encore remarquer que «la longue crise des années 90 a été un choc après les dizaines d'années de vaches grasses de l'après-guerre. L'intégration européenne a fait ressurgir les craintes d'être marginalisé par la Suisse, mais aussi d'être transformé en périphérie de la Lombardie, une entité de 9 millions d'habitants, dotée de petites entreprises très dynamiques, mais aussi de salaires inférieurs de moitié pour de nombreux travailleurs.»

Retour à la sécurité de la frontière

Mais cette fois, l'écart avec la moyenne suisse s'est encore creusé depuis la votation précédente sur les bilatérales. «A la fragilité structurelle s'ajoute celle de la conjoncture actuelle. Ces derniers mois, précise Oscar Mazzoleni, le chômage a augmenté plus fortement que dans beaucoup d'autres cantons. Et cela ne signifie pas seulement des licenciements, mais une grande insécurité face à l'avenir. La crise économique et financière globale pousse plus d'un à souhaiter un retour de la protection et de la sécurité offertes par la frontière.»

Un fait semble indiscutable: les arguments de la Ligue des Tessinois (droite populiste) ont fait une percée inouïe au détriment des autres partis et des syndicats. Est-ce un problème de communication? Réponse de notre expert: «La multiplication des votations sur des thèmes européens des dernières années a favorisé une consolidation des tendances, qui varient peu dans les semaines précédant le scrutin. Ce phénomène s'est déjà avéré lors de la votation sur la libre circulation de septembre 2005.»

Comment expliquer cette consolidation? «Il faut tenir compte du fait que c'est le seul canton où un parti régionaliste, ou cantonaliste, très actif – qui dispose notamment d'un hebdomadaire – s'oppose à l'UE.»

«Il ne faut pas oublier non plus que, lors des précédentes votations sur l'Europe, comme du reste lors du référendum du 8 février, d'autres partis ont cette fois pris position publiquement contre les bilatérales, surtout le Parti radical-libéral et le Parti démocrate-chrétien. Enfin, conclut Oscar Mazzoleni, j'ai l'impression que, cette fois-ci, la campagne électorale, surtout celle des partisans du 'oui', a été moins intense que dans le reste de la Suisse.»

Françoise Gehring
(Traduction de l'italien: Isabelle Eichenberger)

http://www.swissinfo.ch/fre/a_la_une/Les_raisons_du_non_tessinois_a_l_Europe.html?siteSect=105&sid=10326616&cKey=1234606968000&ty=st

« La Confédération doit prendre le malaise tessinois au sérieux »

14 février 2009

Après la votation anti-européenne qui a mis en évidence le cas particulier de son canton, le léguiste Marco Borradori, président du gouvernement tessinois, souhaite une intervention de la Confédération auprès de l'Italie. Pour inviter le pays voisin à mieux respecter la réciprocité dans la libre circulation des personnes

Fidèle à sa tradition anti-européenne, le Tessin a rejeté dimanche dernier la reconduction et l'extension de la libre circulation avec l'Union européenne. L'ampleur du non (66%) a surpris pourtant, au moment où d'autres cantons traditionnellement «Neinsager» ont rejoint le camp du oui. Le Tessin apparaît vraiment désormais comme un cas particulier.

Tout aussi particulière est la situation du conseiller d'Etat Marco Borradori. En tant que membre de la Lega, il a pu se réjouir dimanche d'avoir le peuple avec lui. Mais il préside un gouvernement cantonal désavoué par les urnes. Questions.

Le Temps: Comment expliquez-vous le rejet massif des Tessinois?

Marco Borradori: Il faut rappeler que, depuis 1992, les Tessinois ont toujours dit clairement non aux objets européens. Cette attitude de rejet est à prendre au sérieux. Elle témoigne d'un profond malaise.

Quelles en sont les raisons?

Multiples. Le Tessin entretient depuis tous temps avec la Lombardie et l'Italie des rapports ambivalents. Le voisin suscite des peurs. Contrairement à Genève ou Bâle, le Tessin n'est pas le centre de la région transfrontalière dont il fait partie. Son marché, plus fragile, est soumis à des risques majeurs face à l'économie dynamique de la Lombardie et de ses 10 millions d'habitants. Les Tessinois voient entrer chaque jour plus de 42 000 frontaliers qu'ils tiennent pour qualifiés et meilleur marché. Cette perception n'est pas entièrement subjective, elle ne peut être balayée d'un revers de la main.

L'Italie est pointée du doigt, mais quels sont les problèmes concrets?

La réciprocité des accords bilatéraux n'est pas assurée. Il est beaucoup plus difficile pour une entreprise tessinoise d'aller travailler en Italie que l'inverse. La faute en revient aux nombreux obstacles bureaucratiques, voulus ou non, auxquels se heurtent nos entrepreneurs, surtout dans la construction et les arts et métiers.

Qu'entend faire le gouvernement tessinois pour dépasser ces blocages? Qu'attend-il de la Confédération?

Le Conseil d'Etat en débattrait mercredi, à l'occasion de sa rencontre avec les députés tessinois aux Chambres fédérales. Je peux déjà esquisser deux voies principales. Nous devrions demander au Conseil fédéral d'exiger de nos partenaires, l'Italie en particulier, d'appliquer les accords bilatéraux à la lettre, comme le fait la Suisse. Ensuite, le gouvernement tessinois doit intensifier ses rapports avec les autorités des régions et villes limitrophes. Sur le plan politique, nous collaborons assez bien. Il faut étendre ces échanges au domaine du travail. La Lombardie est une belle opportunité pour le Tessin.

Récemment, le conseiller national radical-libéral Ignazio Cassis a reproché au Tessin de se complaire dans le rôle de la victime. A-t-il raison?

Je ne suis pas tout à fait d'accord. Et c'est justement le message que nous voulons faire passer à Berne. Le Tessin n'est pas seulement le canton qui a le complexe du vilain petit canard et dit non par principe. C'est aussi un canton qui, tout en étant confronté à de vrais problèmes, a des visions d'avenir et sait collaborer de manière constructive –l'Université et les NLFA en sont deux exemples. Je crois que le Conseil fédéral l'a en partie compris. Tout au moins Doris Leuthard s'est exprimée dans ce sens.

Depuis dimanche dernier, on parle de «Sonderfall Ticino», de «Polentagraben». Le risque d'isolement vous préoccupe-t-il?

Assez peu, je dois dire. Le Tessin n'est pas isolé. Mais j'admets qu'il pourrait s'engager davantage pour se faire mieux connaître et représenter. Les Tessinois sont rares dans l'administration fédérale et ils ne se pressent pas non plus pour y entrer. Le fait de ne pas avoir de conseiller fédéral ne joue pas non plus en notre faveur. A terme, la Maison des Cantons devrait nous aider. Je peux aussi m'imaginer une sorte d'«antenne» tessinoise à Berne, une personnalité connue capable d'établir des contacts politiques.

Votre parti, la Lega, a proposé au lendemain du vote un «Décatalogue» de mesures. Parmi celles-ci, des contingents de permis de travail pour les résidents de l'UE et 200 agents de contrôle aux frontières. Pouvez-vous soutenir de telles propositions?

Le Conseil d'Etat examinera ces mesures, dont certaines sont volontairement provocatrices.

Vous êtes léguiste et en même temps président du gouvernement. Comment vous sentez-vous au sein du Conseil d'Etat après la votation de dimanche?

L'esprit de concorde n'a pas été entamé. Nos positions respectives étaient claires dès le début, mais nous ne les avons jamais portées sur la place publique. Tant mes collègues que moi-même nous rendons compte qu'il y a un problème. Il s'agit maintenant de prendre le taureau par les cornes.

Barbara Knopf

L'europhobie tessinoise

16 février 2009

Revue de presse

La presse alémanique revient sur le rejet de la libre circulation avec l'UE au Tessin

Depuis le rejet de l'adhésion à l'Espace économique européen en 1992, le Tessin a systématiquement refusé tous les projets de rapprochement avec l'Union européenne. Alors que l'opposition aux accords bilatéraux a faibli dans toute la Suisse lors de la votation du 8 février dernier, le camp du rejet a encore gagné en puissance au Tessin à cette occasion.

Comment expliquer cette attitude de nos compatriotes italophones? Dans le *Tages Anzeiger* du 11 février 2009, son correspondant au Tessin René Lenzin a tenté d'éclairer l'énigme de ce qu'on appelle déjà la barrière de polenta. Et la *SonntagsZeitung* de ce week-end revient sur le sujet, présentant notamment un long entretien avec Marco Borradori, figure «acceptable» de la Lega, seul membre du Conseil d'Etat à avoir préconisé le non à la libre-circulation.

Les raisons de cet isolationnisme ne résident pas seulement dans la crise économique. Coupé de la Suisse par la barrière des Alpes et menacé au sud par la puissante Lombardie, le Tessin s'est refermé sur lui-même dans une attitude de défense qui s'exprime notamment lors des votations en matière de politique étrangère. Contrairement à Genève et Bâle, le Tessin ne représente pas le pôle dominant d'une région transfrontalière, mais se perçoit plutôt dans une relation de dépendance à l'égard de Milan.

Viennent s'ajouter bien sûr des variables socio-économiques qui peuvent renforcer cette attitude défensive. Le Tessin connaît un taux de chômage élevé, juste derrière Genève, et le salaire moyen le plus bas du Suisse. Le revenu des ménages tessinois est inférieur à celui de toutes les régions du pays, Alpes et Suisse orientale comprises. La concurrence des travailleurs et des entreprises italiens est d'autant plus mal ressentie que les Tessinois ont à affronter de nombreuses tracasseries administratives lorsqu'ils désirent bénéficier de la libre circulation vers le grand voisin du Sud.

La Lega, la formation populiste et franchement xénophobe, n'a pu que tirer profit de ce terrain. Sa politique agressive diffusée par un hebdomadaire gratuit, sa propension à calomnier ses adversaires ont contribué à paralyser une bonne partie de la classe politique qui a craint de s'engager clairement en faveur des bilatérales. Les maires de Lugano, Chiasso et Mendrisio, deux radicaux et un démocrate-chrétien, ont même fait campagne pour le non.

http://www.domainepublic.ch/scripts/print_article.php?id=10048

L'afflux inattendu d'Européens fait croître la population à grands pas

25 février 2009

RECORD | La population vaudoise a explosé en 2008. Croissance économique et libre circulation expliquent cette hausse sans précédent depuis 1962.

«Croissance hors norme.» Le Service statistique vaudois (SCRIS) décrit ainsi l'augmentation de la population cantonale. En 2008, les résidents permanents (hors requérants d'asile, permis de séjour de moins d'un an et fonctionnaires internationaux) ont augmenté de 16 341 (+ 2,4%) pour atteindre 684 922 personnes. Il faut remonter à 1961 (+ 15 641 personnes) et 1962 (+ 16 700) pour trouver pareil afflux.

L'augmentation correspond à la population d'une ville comme Pully. Elle est entièrement due aux étrangers puisque les naturalisations (5630 en 2008) dépassent la hausse de la population suisse (+ 5349, soit 1,1%) qui se fixe désormais à 482 317 personnes. La population étrangère atteint de son côté 202 605 personnes (+ 10 992, soit 5,7%). «Dans ces chiffres se lisent l'attractivité du bassin lémanique, le dynamisme économique vaudois et l'effet facilitateur des accords de libre circulation des personnes», note Jean Campiche, chef du Service statistique. L'importance du canton comme lieu d'étude est également attestée: «Un quart des nouveaux arrivants viennent de l'étranger pour des raisons de formation.» Les ressortissants européens sont nettement les premiers immigrants. Parmi eux, les Portugais (+ 3608) et les Français (+ 3568) arrivent de loin en tête. Troisième groupe, les Anglais ne sont que 768 de plus.

Intensité inattendue

L'intensité de la croissance est une surprise de taille. Vaud pronostiquait, à la fin de 2006, quelque 100 000 habitants de plus en 2020. Le canton en a vu arriver 25 000 en seulement deux ans. «On est très au-dessus du trend, mais c'est probablement un pic», hasarde Jean Campiche.

Faute de données nationales – les chiffres suisses de 2008 ne sont pas encore publiés – il n'est pas possible de dire jusqu'où Vaud se démarque des autres cantons, mais le chef du SCRIS penche pour une distinction assez nette. Même si c'est cahin-caha, puisque le taux des appartements vacants dans le canton n'a jamais été aussi bas, on constate que les infrastructures ont suivi. Tous ces nouveaux arrivants ont trouvé à se loger.

Tous les districts profitent de l'augmentation. A la traîne, Lavaux-Oron paie sans doute le manque de possibilités d'extension du bâti. En pourcentage, c'est le district d'Aigle qui augmente le plus, et qui passe devant le Gros-de-Vaud (en tête en 2007) et Nyon (premier rang de 2004 à 2006). En chiffres absolus, le district de Lausanne se distingue toutefois largement, et la capitale vaudoise connaît même un bond historique de ses habitants (+ 3115 personnes).

A première vue, cette évolution a encore pour conséquence de freiner le vieillissement de la population. L'analyse plus approfondie de tous les chiffres sera fournie en avril.

<http://www.24heures.ch/vaud/actu/afflux-inattendu-europeens-fait-croitre-population-grands-2009-02-24>

Sommet européen informel : les règles de libre-circulation doivent être claires

27 février 2009

Avant la réunion informelle de l'Union européenne (UE) qui aura lieu à Bruxelles le 1er mars, la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle les dirigeants européens à adopter des règles claires sur les travailleurs migrants et détachés afin d'éviter l'augmentation du protectionnisme.

La CES soutient la libre circulation mais les règles doivent être claires.

Selon John Monks, Secrétaire général de la CES: *“Les dirigeants européens doivent examiner les droits fondamentaux des travailleurs dans le contexte global de la crise. Une action dans ce domaine aiderait le marché unique du travail qui est fortement menacé dans cette récession. Nous avons récemment été les témoins de litiges quant aux règles de circulation en matière de travail migrant ce qui, conjointement avec les récentes décisions de la Cour de Justice européenne (CJE), constitue une évolution instable et dangereuse. Les travailleurs pensent que les employeurs peuvent expédier les travailleurs dans de nombreux pays de l'UE à des tarifs inférieurs à ceux qui sont spécifiés dans les conventions collectives. Bien que les décisions de la CJE soient destinées à encourager la libre circulation, elles constituent en fait une énorme menace pour celle-ci car rien ne met davantage en péril le marché unique du travail que des employeurs qui ont le droit d'utiliser ce type de travailleur migrant – le travailleur détaché – pour porter atteinte aux tarifs convenus et briser la règle de l'égalité entre travailleur du pays d'accueil et travailleur migrant.*

Par conséquent, une offensive en faveur de la dimension sociale est nécessaire, dans l'intérêt des travailleurs et de la coopération européenne dans son ensemble. La CES réclame un protocole de progrès social dans les prochains traités européens afin d'équilibrer le marché unique et de respecter le droit fondamental aux négociations collectives. De plus, nous souhaitons que la directive sur les travailleurs détachés soit renforcée”.